

L'industrie forestière et ses régions en crise

Le maire de La Tuque veut que le Premier ministre prenne ses responsabilités

La Tuque, le 16 octobre 2024 – Un important mouvement de mobilisation et de concertation est en train de prendre forme dans toutes les régions du Québec, mené par un groupe important d'élus qui veulent faire bouger le gouvernement pour sauver les emplois de l'industrie forestière en région. La Tuque fait partie de ce mouvement et presse le pas pour que les choses changent rapidement avant que la situation se dégrade davantage.

Le maire de La Tuque, M. Luc Martel, a fait parvenir aujourd'hui une lettre au Premier ministre du Québec, M. François Legault, lui demandant d'agir, car l'inaction, voir l'insouciance dont le gouvernement fait preuve dans ce dossier depuis le début de la crise, n'est pas sans conséquence. Plusieurs scieries du Québec vont mettre fin à leurs opérations bientôt pour une durée indéterminée, dont celle de Produits forestiers Mauricie à La Tuque. Cette situation risque d'entraîner un effet domino qui affectera d'autres industries de la région, notamment le secteur des pâtes et papiers. Mais surtout, cette situation crée des drames humains dans plusieurs familles qui se retrouvent devant l'inconnu, sans savoir ce que l'avenir leur réserve.

À titre d'exemple de l'effet domino que cette situation engendre, le principal employeur de La Tuque, l'usine de Smurfit WestRock, devra importer plus de 40 % de ses besoins en fibre de l'Ontario d'ici la fin de l'année. Une situation aberrante aux yeux des dirigeants de La Tuque, compte tenu du fait que cette usine se trouve au centre du plus grand panier de fibre au Québec.

Pour les élus des régions ressources le constat est clair, le régime forestier actuel n'a pas réglé le problème des tarifs imposés par les États-Unis, ni celui de la concertation et encore moins celui de la planification. Au contraire, le régime forestier actuel n'a fait qu'augmenter indûment les coûts de la fibre au Québec. Il existe pourtant des régimes modernes et efficaces dans d'autres provinces au Canada qui pourraient rapidement être mis en place au Québec, mais le gouvernement de M. Legault s'entête à refuser ces options.

À part de très brèves périodes au cours des dernières années, le Québec n'a cessé de subir les affres des législateurs américains essayant d'année en année l'imposition de tarifs. Cet été, les tarifs sont passés de 8 % à 15 %, ce qui représente un lourd tribut pour les forestières. Le retrait de 25 % du potentiel forestier alloué au bureau de mise en marché du bois, l'élément clé du régime forestier actuel, devait mener à une réduction des coûts de la fibre. Pourtant, le coût de la fibre est aujourd'hui d'au moins 30 % plus élevé au Québec qu'en Ontario et la différence grimpe à plus de 100 % en comparaison avec les états américains de la Virginie et du Tennessee.

De grands espoirs avaient été fondés dans l'amélioration de la planification forestière, mais dix ans après l'entrée en vigueur du régime, l'horizon est d'à peine deux ans en Mauricie, alors qu'il est de plus de 10 ans en Ontario. En plus d'avoir contribué à augmenter les coûts, l'échec d'une planification à long terme a diminué la confiance de l'industrie forestière. Si la situation ne change pas rapidement, c'est toute la structure économique des régions du Québec qui risque de s'effondrer, d'où l'importance d'agir rapidement, car il en va de leur survie.

Le maire de La Tuque, M. Luc Martel, dénonce la décision de la ministre des Forêts de repousser en 2026 le dépôt d'un nouveau régime forestier, car cela transforme cette réforme en simple enjeu électoral. Pour lui, c'est de faire de la petite politique, alors que des milliers d'emplois directs et indirects sont à risque, ce qui est totalement inacceptable pour un gouvernement qui se dit des régions.

CITATION

« Toutes les régions du Québec sont en train de se mobiliser pour dénoncer cette situation haut et fort d'une seule voix. On travaille à unir la Fédération québécoise des municipalités et l'Union des municipalités du Québec pour défendre cette cause. C'est rare au Québec que toutes les municipalités unissent leur force de cette façon. Il est temps que le gouvernement passe à l'action, parce que partout au Québec on dénonce l'inaction du gouvernement dans ce dossier. Ça fait assez longtemps qu'on en parle. On veut des résultats. L'industrie forestière est un pilier de l'économie du Québec. On doit la soutenir. Si l'Ontario a réussi à le faire, je ne vois pas pourquoi on ne peut pas faire la même chose au Québec. Il en va de la survie de nos régions. Il faut qu'on fasse tout ce qu'on peut pour sauver les emplois de l'industrie forestière chez nous. »

- *Luc Martel, président du conseil d'agglomération et maire de La Tuque*